Extrait du El Correo

http://www.elcorreo.eu.org/La-fabrication-de-la-violence-et-du-sectarisme-dans-les-medias

Syrie-Opposition-Média

La fabrication de la violence et du sectarisme dans les médias

- Empire et Résistance - Bataille pour l'information -

Date de mise en ligne : jeudi 14 février 2013

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

« La liberté d'information est un leurre, si l'information sur les faits n'est pas garantie et si ce n'est pas les faits eux-mêmes qui font l'objet du débat » Hanna Arendt.

« La propagande est à la démocratie, Ce que la violence est à la dictature ». Noam Chomsky

De la guerre sémantique

Les paramètres de départ : Les raisons de l'absence d'audibilité de l'opposition démocratique syrienne.

Primo : Les Etats-Unis et l´Union européenne, c'est à dire le bloc atlantiste, contrôlent 90% de l´information de la planète et sur les 300 principales agences de presse, 144 ont leur siège aux Etats-Unis, 80 en Europe et 49 au Japon. Les pays pauvres, où vit 75% de l´humanité, possèdent 30% des médias du monde.

Deuxio : Israël représente le 3me pays par ordre d'importance en termes de couverture médiatique, en unité de bruit médiatique (UBM), derrière les Etats-Unis (300 millions d'habitants) et la Chine (1,5 milliards d'habitants). Malgré les conditions de sa naissance controversée, Israël a réussi à occuper le devant de la scène médiatique, captant constamment l'attention de l'opinion occidentale, réussissant le tour de force de placer sur la défensive tous ses contradicteurs.

Les Européens, naturellement, assignés à un complexe de culpabilité éternel du fait du génocide hitlérien,

Les Américains, par instrumentalisation d'un important groupe de pression pro israélien animé d'une volonté de domination hégémonique sur la zone pétrolifère du Moyen orient,

Le Monde arabe, enfin, par son indigence à maîtriser les techniques de communication de la guerre psychologique moderne, doublée d'un défaut d'un argumentaire accessible à l'opinion occidentale.

Tertio : Toutes les grands chaines transfrontières arabes sont, toutes, adossées à des bases militaires atlantistes : Al Jazira à la base du Centcom à Doha, la saoudienne Al Arabia de Doubaï, à la base aéronavale française d'Abou Dhabi, enfin la nouvelle chaine du Prince al Walid Ben Talal, « Al-Arab », à la base navale américaine de Manama (Bahreïn).

Les médias contestataires de l'ordre hégémonique occidental, Press Tv (Iran), Russia Today et Mayadine de Ghassane Ben Jeddo, un ancien d'Al Jazira, sont de peu de poids face à ces mastodontes.

Sauf à s'incliner devant le diktat occidental, aucun opposant syrien, si prestigieux soit-il, ne saurait être audible encore moins crédible.

Songez à la précipitation de Bourhane Ghalioune, premier président de l'opposition off-shore, à annoncer la rupture de l'alliance stratégique entre la Syrie et l'Iran, sans contrepartie, en guise de gage aux Israéliens et aux Américains. Songez à la fatwa d'un dignitaire religieux de rendre licite l'assassinat de Bachar Al Assad, prioritairement à un

Copyright © El Correo

israélien, deux symptômes d'une grave perversion mentale et morale

Dans leur bataille idéologique pour la conquête de l'imaginaire des peuples, gage essentiel de la pérennité d'une nation, les États-Unis ont développé un argumentaire reposant sur une double articulation :

- un argument intellectuel, le principe de la liberté de la circulation de l'information et des ressources,
- un argument pratique, le fait que les États-Unis soient la seule grande démocratie au monde à ne disposer ni d'un ministère de la culture, ni d'un ministère de la communication, preuve irréfutable, selon eux, d'un régime de liberté.

Présenté comme l'antidote absolu au fascisme et au totalitarisme, le principe de la liberté de l'information a constitué un des grands dogmes de la politique des Etats-Unis de l'après-guerre, son principal thème de propagande.

Certes il n'y a ni ministère de la culture ni ministère de la communication dans le gouvernement des États-Unis, mais, dans cette bataille idéologique, les États-Unis ont pratiqué, non l'attaque frontale mais l'entrisme, une stratégie de contournement périphérique,

Une diplomatie multilatérale instrumentalisant les organisations internationales à vocation universelle ou spécifique, doublée d'une diplomatie parallèle de ses agences spécialisées : la CIA (agence centrale du renseignement) et les Fondations philanthropiques pour le blanchiment des fonds.

Que ce soit l'ONU, L'UNESCO, le Conseil économique et social de l'ONU ou l'Organisation interaméricaine, toutes auront inscrit dans leur charte « le principe de la liberté de l'information ». Toutes, peu ou prou, auront fait office de tribune pour la propagation de la doctrine américaine de la libre circulation de l'information.

En deux ans, la structure de la diplomatie multilatérale de l'après-guerre est verrouillée par ce principe. Les États-Unis réussissent à le faire figurer dans la charte des cinq grandes organisations internationales (ONU, UNESCO, ECOSOC (Conseil Economique et Social), Organisation interaméricaine et l'Assemblée générale de l'ONU).

L'ONU comptait à l'époque cinquante-cinq membres, le quart du nombre actuel avec une majorité automatique pro-occidentale composée de pays européens et latino-américains sous la férule états-unienne. Tous les grands États du tiers-monde en sont absents. La Chine continentale est boycottée au profit de Taiwan, l'Inde et le Pakistan, les deux nouvelles puissances nucléaires d'Asie sont sous domination anglaise de même que le Nigeria et l'Afrique du Sud, les deux géants de l'Afrique, nouveaux candidats au titre de membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies, tandis que le Maghreb et l'Afrique occidentale se trouvent, eux, sous contrôle français.

La *Global Connection* et les prédicateurs électroniques

Le dispositif médiatique mis en place pour mener de pair le combat contre le communisme, sur le plan international, et le combat contre l'athéisme, sur le plan arabo-musulman, a répondu à un objectif qui relève dans la terminologie militaire du « tir de saturation tous azimuts », dans une stratégie dite de « Global connection », visant à enserrer la planète dans un maillage global de vecteurs multimédias à la périodicité variable.

Aux radios profanes de l'époque de la guerre froide, -Radio Free Europe, soutenue intellectuellement et

Copyright © El Correo

matériellement par la puissante *Freedom House*, et *Voice of America*, se sont ajoutés les nouveaux vecteurs créés à l'occasion de la Deuxième Guerre contre l'Irak en 2005, Radio Sawa (Ensemble), la chaine de télévision Hurra (Libre), avec en superposition une vingtaine de grandes corporations radiophoniques religieuses, notamment *Trans World Radio* (TWR), *Adventiste World Radio* (AWR), *FEBA Radio*, *IBRA Radio*. Ces « prédicateurs électroniques » disposent de moyens financiers et techniques sans équivalent dans les deux tiers des pays de la planète, qui sont autant d'instrument d'accompagnent de la diplomatie souterraine américaine.

Le langage comme marqueur d'identité culturelle : contrôle du contenant et du contenu

Le bloc occidental maitrise non seulement le contenant (les vecteurs) mais également le contenu (le langage) de sorte que la liberté d'information, un des fondements de la démocratie, existe, mais uniquement pour ceux qui en maitrisent les codes. La bataille de Syrie en apporte quotidiennement la preuve.

L'individu n'est pas un moulin à paroles. Les mots ont un sens et ne constituent pas une enfilade de paroles verbales. Les mots ne sont pas neutres, ni innocents. Les mots tuent parfois. Cela est encore plus vrai pour les Etats, particulièrement en période de guerre.

Guerre psychologique autant que guerre sémantique, la guerre médiatique vise à soumettre l'auditeur récepteur à la propre dialectique de l'émetteur, en l'occurrence la puissance émettrice en lui imposant son propre vocabulaire, et, au-delà, sa propre conception du monde.

Dans ce contexte, le langage est un marqueur d'identité culturelle de la même manière que les empreintes digitales, le code génétique, les mesures anthropométriques sont des marqueurs biologiques et physiques.

L'accent, l'usage des termes, le ton révèlent l'identité culturelle de l'être. Sous une apparence trompeuse, des termes généraux, lisses et impersonnels, le langage est codifié et pacifié. Il devient alors un redoutable instrument de sélection et de discrimination.

Un Plan social renvoie à une réalité immatérielle contrairement au terme douloureux de licenciement massif. De même qu' « externalisation et sous-traitance » à des opérateurs fonctionnant en dehors des normes de la législation sociale.

« Délocalisation » masque une opération visant à optimiser le rendement en exploitant une main d'oeuvre bon marché et surexploitée des pays pauvres et souvent dictatoriaux, sans la moindre protection sociale. « Privatisation », une opération qui consiste souvent à transférer à des capitalistes des entreprises du service public souvent renflouées par les deniers publics, c'est-à-dire les contribuables.

Même au niveau du discours politique le langage est aseptisé au point que l'ancien premier ministre socialiste Pierre Mauroy avait reproché au candidat socialiste aux présidentielles de 2002, Lionel Jospin, d'avoir gommé dans son discours le terme de « travailleurs ».

Dans le langage convenu, l'on préfère le terme pudique de « Gens de condition modeste » à celui plus parlant de « pauvres » de même pour le tandem « Exclus et exploités ». Ou encore « Classes » (qui suggère idée de lutte) et couches sociales. Couches comme couches de peinture.

Copyright © El Correo

Le langage est connoté. A l'instar du Syllabus papal du XIX me siècle [1], qui prohibait l'usage de certains termes tels laïcité ou séparation Eglise Etats, le seul langage licite à l'époque contemporaine est le LQR « *Lingua Quintae Respublicae* », le langage en vogue sous la Vème République Française, homologué, estampillé. En raison sans doute du rôle moteur de la France dans les « guerres de libération » du Monde arabe.

Cf. A ce propos : Eric Hazan : « LQR : La propagande du quotidien » Raisons d'agir éditions

Gare à quiconque recourt à un langage personnalisé, forgé dans un vocabulaire qui lui est propre. L'homme risque l'ostracisme, aussitôt mis à l'index, affublé d'une tare absolue, irrémédiable : « ringard », « tricard », etc.

La Langue substitue aux mots de l'émancipation et de la subversion, ceux de la conformité et de la soumission. L'on prône la flexibilité au lieu de la précarité, dans un pays qui a érigé la rente de situation en un privilège à vie, notamment au sein de la haute fonction publique. Les Enarques ont une rente de situation à vie, mais quiconque ose relever cette incongruité est accusé de faire le lit du « populisme ».

Il en est de même au niveau diplomatique : Problème du Moyen Orient ou Question d'Orient. Pour un problème, la réponse est unique, le problème ouvre la voie à des experts qui doivent techniquement apporter la solution. Mais la question d'Orient est plus floue. Une question suggère des réponses multiples, et induit l'absence de solution immédiate. Selon que vous utilisez un terme ou l'autre vous serez classé « moderne et dynamique » ou « ringard ».

Un exemple « Le Figaro » du 28 Août 2004 titre en manchettes « L'aveu du président Bush », sans que le journal ne précise en quoi consistait cet aveu, à propos de quoi. Dix ans auparavant, tout autre journal complaisant aurait titré : « Le président Bush admet son échec dans ses prévision sur l'Irak ».

Mais si par malheur un journaliste audacieux avait titré la stricte vérité « Bush, le grand perdant de la guerre d'Irak », il aurait été aussitôt accusé d'« anti-américanisme primaire ». La « Novlangue » résulte de la présence de plus en plus manifeste de décideurs- économistes et publicitaires- dans le circuit de la communication, assurant une installation en douceur de la pensée néolibérale.

Si la diffusion hertzienne est la moins polluante des armes sur le plan de l'écologie, elle est, en revanche, la plus corrosive sur le plan de l'esprit. Son effet est à long terme. Le phénomène d'interférence opère un lent conditionnement pour finir par subvertir et façonner le mode de vie et l'imaginaire créatif de la collectivité humaine ciblée. Nulle trace d'un dégât immédiat ou d'un dommage collatéral. Point besoin d'une frappe chirurgicale ou d'un choc frontal.

Dans la guerre des ondes règne le domaine de l'imperceptible, de l'insidieux, du captieux et du subliminal. Qui se souvient encore de « Tall Ar-Rabih » (La colline du printemps) ? Près d'un siècle d'émissions successives et répétitives a dissipé ce nom mélodieux, synonyme de douceur de vivre, pour lui substituer dans la mémoire collective une réalité nouvelle. « Tal AR-Rabih » est désormais mondialement connu, y compris au sein des nouvelles générations arabes, par sa nouvelle désignation hébraïque, Tel Aviv, la grande métropole israélienne. Le travail de sape est permanent et le combat inégal. Il en est de même des expressions connotées.

Génocide et Shoah

L'extermination d'une population en raison de ses origines s'appelle en français « génocide ».

Il en est ainsi du génocide arménien en Turquie, comme du génocide des Tutsis au Rwanda. Lui préférer l'expression hébraïque du terme biblique de « Shoah » (holocauste) signe son appartenance au camp pro-israélien.

Israël n'a jamais reconnu le caractère de « génocide » aux massacres des Arméniens en Turquie au début du XX me siècle, sans doute pour marquer le caractère unique des persécutions dont les Juifs ont été victimes en Europe. D'abord en Russie, les « pogroms » de la fin du XIX me siècle, puis en Allemagne et en France durant la Seconde Guerre mondiale (1939-45).

Il en est aussi des termes antisémitisme et antiracisme. Arabes et Juifs sont des sémites, mais l'antisémitisme ne concerne que les Juifs, pour se distinguer des autres, alors que l'antiracisme englobe Arabes, Noirs, Musulmans, Asiatiques etc. Le Président Jacques Chirac, lui-même, en fustigeant « l'antisémitisme et le racisme » dans son discours d'adieu, le 27 mars 2006, a consacré dans l'ordre subliminal un racisme institutionnel.

Jusqu'à présent, les pays occidentaux en général, les Etats-Unis en particulier, auront exercé le monopole du récit médiatique, un monopole considérablement propice aux manipulations de l'esprit, qui sera toutefois brisé à deux reprises avec fracas avec des conséquences dommageables pour la politique occidentale :

- La première fois en Iran, en 1978-1979, lors de la « Révolution des cassettes » du nom de ces bandes enregistrées des sermons de l'Imam Ruhollah Khomeiny du temps de son exil en France et commercialisées depuis l'Allemagne pour soulever la population iranienne contre le Chah d'Iran,

- La deuxième fois à l'occasion de l'Irangate en 1986, le scandale des ventes d'armes américaines à l'Iran pour le financement de la subversion contre le Nicaragua, qui a éclaté au grand jour par suite d'une fuite dans un quotidien de Beyrouth « As-Shirah », mettant sérieusement à mal l'administration républicaine du président Ronald Reagan.

Les analphabètes secondaires

Hormis ces deux cas, les Etats-Unis auront constamment cherché à rendre leurs ennemis inaudibles, au besoin en les discréditant avec des puissants relais locaux ou internationaux, tout en amplifiant leur offensive médiatique, noyant les auditeurs sous un flot d'informations, pratiquant la désinformation par une perte de repères due à la surinformation en vue de faire des auditeurs lecteurs de parfaits « analphabètes secondaires », pour reprendre l'expression de l'allemand Hans Magnus Einsenberger [2].

Non des illettrés, ou des incultes, mais des êtres étymologiquement en phase de processus de « désorientation », psychologiquement conditionné et réorienté dans le sens souhaité.

Pur produit de la phase de l'industrialisation, de l'hégémonie culturelle du Nord sur le Sud, de l'imposition culturelle comme un préalable à l'envahissement et à l'enrichissement des marchés, « l'analphabète secondaire n'est pas à plaindre. La perte de mémoire dont il est affligé ne le fait point souffrir. Son manque d'obstination lui rend les choses faciles.

Une inversion radicale du schéma économique se produit et la loi de l'offre et de la demande se décline désormais selon un mode radicalement différent : la fabrication du désir de consommation détermine désormais l'activité d'une entreprise. Ce n'est plus le consommateur qui commande le rythme de la production mais le producteur qui orchestre désormais le désir de consommation. Le contrôle de l'appareil de production parait compter désormais moins que la maîtrise de la demande de consommation.

Copyright © El Correo

Le citoyen actif cède ainsi le pas au consommateur passif, l'aventurier de l'esprit au téléphage, le journaliste à l'animateur de divertissement, le patron de presse au capitaliste, entraînant du coup le glissement du journalisme vers le règne de l'« infotainement » néologisme provenant de la contraction de l'information et de l'Entertainment (terme américain de divertissement).

La mondialisation des flux d'information permet ainsi la mise sous perfusion éditoriale d'un organe de presse et par voie de conséquence la sédentarisation professionnelle de l'information, stade ultime de l'analphabétisme secondaire. Toutefois ce viol du monde par la publicité et la propagande par la profusion des sons et des images, dans le paysage urbain, sur les écrans dans la presse, au sein même des foyers, se heurte à des résistances éparses mais fermes.

De même que le monopole du savoir par la technocratie est battu en brèche, sur le plan international, par des contre-pouvoirs notamment les acteurs paraétatiques (Greenpeace, Amnesty International, Human Right Watch, Médecins sans frontières, Attac, démultipliant les sources d'information non contrôlées, de même l'informatique a développé au niveau de l'information une sphère d'autonomie contestataire à l'ordre mondial américain. Chaque percée technologique s'est accompagnée d'une parade.

A la cassette du temps de la révolution khomeyniste a succédé le fax puis les sites Internet enfin le blog, le journal électronique en ligne, le tweet, dont le développement s'est accéléré depuis la guerre d'Irak et la dernière campagne présidentielle de George Bush jr (2004), des parades qui retentissent comme la marque d'une revanche de l'esprit contestataire et de la sphère de la liberté individuelle, en réaction au matraquage de la propagande et la concentration capitalistique des médias.

De la Syrie

Ce propos est explicatif. Il ne comporte pas justificatif. Au-delà d'un régime contestable, il importe de pérenniser la Syrie. La destruction d'un régime, si critiquable soit-il, ne justifie pas le démantèlement d'un pays, qui constitue un joyau de la civilisation, un foyer de la coexistence interconfessionnelle et du nationalisme militant

Pour qu'une Syrie laïque et démocratique puisse voir le jour, il importe de clarifier les termes du débat, de démasquer les conspirateurs et de mettre un terme à l'enfumage médiatique qui brouille les enjeux.

Sur les enjeux de la bataille de Syrie Cf. à ce propos :
http://www.renenaba.com/la-bataille...

D'affirmer haut et fort :

- Que le pouvoir syrien est une dictature hideuse, de même que les principaux bailleurs de fonds régionaux de l'opposition off-shore.

- Que la fin ne justifie pas les moyens. Qu'à ce titre, les ennemis de mes ennemis ne sont pas nécessairement mes amis.

- Qu'il est malsain de substituer une dictature par une autre dictature de surcroît propulsée par les forces obscurantistes, répressives et régressives.

Copyright © El Correo

Malsain de substituer une minorité autocratique par une majorité tyrannique éradicatrice. Cela vaut pour la Syrie comme pour Bahreïn, en schéma inversé. S'il est malsain que la minorité alaouite exerce son hégémonie sur la Syrie, il est tout aussi malsain que la minorité sunnite de Bahreïn exerce son emprise sur la majorité chiite de l'ile.

Malsain de justifier les dérives terroristes du combat au prétexte de combattre une minorité (les Alaouites en Syrie), tout en justifiant ces mêmes dérives d'un pouvoir minoritaire sunnite combattant la majorité chiite au Bahreïn.

Si le danger d'un croissant chiite existe sur le Monde arabe, le danger est tout aussi important d'un croissant salafiste sur les démocraties arabes. Gardons-nous de tout manichéisme. Un chiite n'est pas malfaisant du fait même de son appartenance chiite et un sunnite bienfaisant selon ce même principe. Le sunnite peut être mécréant s'il enfreint les prescriptions de sa religion, et le chiite croyant s'il respecte les siennes. Les guerres de religion sont d'un autre âge et l'Europe en a lourdement payé le prix. Faisons en l'économie en tirant profit des expériences d'autrui.

Pour mémoire

Au pouvoir en Iran et en Irak, par effet d'aubaine dans ce dernier cas, disposant de surcroît d'une redoutable capacité de nuisance au Liban, les Chiites constituent le groupement ethnico-religieux qui a enregistré, en trente ans, la plus forte progression sur la plan de la dissuasion militaire et de l'autosuffisance technologique mettant en échec les menées hostiles du camp atlantiste.

En contrechamps, l'Islam Wahhabite scellait sa soumission à l'axe israélo-américain, sans la moindre contrepartie sur le plan palestinien, ni au niveau de la sécurisation de l'espace national arabe, s'inscrivant dans les annales de l'histoire comme le plus gros exportateur de djihadisme erratique. L'ingratitude ne constitue pas toujours la forme la plus achevée de l'intelligence politique.

Foin de dichotomie sunnite-chiite. C'est le patriotisme, l'attachement aux valeurs démocratiques, le souci du bien commun, qui doivent être déterminant et non l'appartenance religieuse. Telles sont les règles de base du combat démocratique.

A ce titre toute opposition n'est pas légitime, dès lors qu'elle prend appui sur l'ancien pouvoir colonial équarisseur de son propre pays, à l'origine de ses plus grands malheurs. Songez à un Français naturalisé syrien qui ordonnerait la libération de la Corse, de la Bretagne ou du Pays Basque, comment il serait accueilli par les Français !!!) Paroles d'Evangile : Ne faites pas à autrui ce que vous ne voulûtes pas que l'on vous fit.

Toute opposition n'est pas légitime dès lors que cette opposition est le fait d'un mercenariat commandité par des puissances régionales et extra régionales en vue de faire office de contre révolution, et de contrefeux à leurs propres turpitudes.

C'est en Syrie (à Deir ez Zor) qu'a été édifié le mémorial du génocide arménien. C'est Damas qui abrite la Mosquée des Omeyyades et le siège des patriarcats des Eglises d'orient, à l'exclusion de l'Eglise maronite. C'est la Syrie enfin qui a donné l'exemple du combat nationaliste avec la mémorable posture de Youssef al Azmeh, ministre de la défense, tué les armes à la main, face aux envahisseurs français, dans la bataille de Maysalloun, acte fondateur du nationalisme syrien contemporain. Une attitude dont elle paiera le prix par son démantèlement par les deux Co-parrains de l'offensive la France et la Turquie.

Rappeler ces vérités n'implique pas caution du régime, mais répond à un devoir de vérité.

Copyright © El Correo

Sur la problématique de l'opposition syrienne, Cf. à ce propos

- http://www.renenaba.com/la-controve...
- http://www.renenaba.com/syrie-oppos...
- http://www.renenaba.com/un-paravent...

La Dissension sociale ou « la théorie du combat des chiens »

Le Liban a été le banc d'essai de la théorie de la dissension sociale connue sur le plan journalistique par la « théorie du combat des chiens », mise en oeuvre par l'universitaire américain Peter Galbraith, fils de l'économiste américain John Kenneth Galbraith et interface de l'ancien premier ministre pakistanais Benazir Bhutto pour le compte de la CIA.

La théorie vise à exacerber les antagonismes ethnico-religieux en vue d'imploser les pays constitués d'un tissu démographique pluraliste de mosaïque humaine. Ce plan a été ultérieurement appliqué en Bosnie, puis en Afghanistan et en Irak, enfin en Syrie.

Véritable expérimentation à grande échelle en 1975 au Liban, elle a longtemps été présentée par des Libanais en guise d'excuse absolutoire à leur turpitude comme étant « la guerre des autres » au Liban. Si tel a été le cas, elle l'aura été avec la complicité et l'avidité des Libanais.

Point n'était besoin d'être stratège pour déduire que la chute de Saigon et de Phnom Penh, les 15 avril et 30 avril 1975, les deux bastions américains en Asie, coïncidant avec la révolution des oeillets au Portugal et l'indépendance des colonies portugaises en Afrique, déviaient immanquablement le champ de la confrontation soviéto-américain vers le Moyen Orient, particulièrement son maillon faible, Le Liban.

Ce schéma s'est appliqué à l'identique à la Syrie : Point n'est besoin d'être sorcier pour expliquer que la perte de l'Egypte et de la Tunisie, les deux piliers sud de l'Union Pour la Méditerranée, en superposition à la fermentation de Bahreïn et du Yémen, les deux balises sécuritaires de l'Arabie saoudite, allaient immanquablement dévier le flux révolutionnaire vers la Syrie, maillon intermédiaire de l'axe de la contestation à l'hégémonie israélo américaine.

Le décor était bien planté. Mais, il n'est pire aveugle que celui qui ne voir. Pire sourd que celui qui ne veut entendre. Juste retour des choses, ce sont désormais les Libanais s'emploient à participer à la déstabilisation de la Syrie, alors qu'auparavant c'étaient les Syriens qui soufflaient le feu au Liban.

La désinformation et la désorientation.

La surcharge d'information aboutit à la désinformation. Dès la décennie 1970, le Liban assurait l'édition et la distribution de près de trois mille publications toutes périodicités confondues, alors que cinquante stations radio opéraient dès le début de la guerre civile sur le champ de bataille médiatique libanais, tandis que, parallèlement, le reste du monde arabe était engourdi par le journalisme institutionnel des fonctionnaires poussifs d'organismes bureaucratiques.

Copyright © El Correo

La désorientation est propice aux rumeurs, à l'intoxication, et, faute d'éducation civique, à une perte de repères. L'une des rumeurs les plus célèbres de la guerre du Liban a été celle relative au débarquement de « Somaliens aux queues vertes » en renfort de la coalition palestino-progressiste.

Rumeur qui a témoigné du désarroi des Chrétiens à l'époque, le printemps 1976, à la suite de la perte de leur place forte dans le secteur hôtelier de Beyrouth et de la volonté de leur tuteur de maintenir la mobilisation face au danger extérieur.

Le média au Liban et dans les pays arabes a cessé, dans la majorité des cas, d'être un instrument de combat pour la démocratisation de la vie publique et sa moralisation, mais un générateur de recettes, un instrument de combat dévoyé pour la cause d'autrui. Cela vaut aussi pour les autres médias. Dans le cas de la Syrie, Al Jazira s'est particulièrement distinguée.

Il n'est que de songer au parcours d'Al Watan al Arabi, le chantre de l'Irak bassiste durant la guerre irako iranienne, hyper royaliste dès le début de la tempête du désert, en 1990 contre l'Irak, son propriétaire glanant au passage pour prix de son revirement la coquette somme de cinq millions de dollars agrémentés de d'avantages matériels annexes, sonnantes, trébuchantes et consistantes.

Songer aux alliances rotatives du groupe An Nahar avec le milliardaire Michel el Murr, un des principaux bailleurs de fonds des milices chrétiennes, puis avec le général Michel Aoun, le dirigeant de la plus importante formation chrétienne qu'il désertera pour se donner, après une brève idylle pour cause d'impécuniosité au milliardaire libano saoudien Rafic Hariri, avant de se jeter dans le giron du Prince Walid Ben Talal, un deuxième milliardaire libano saoudien, son actuel actionnaire.

Le Liban a été ainsi le principal bailleur de fonds de sa guerre d'autodestruction, qu'il a financée en superposition aux transferts mercenaires de ses parrains régionaux. La Syrie aussi. Il est de privilèges qu'il est sain de décliner sans état d'âme.

Le conditionnement de l'opinion : Le syndrome Ahmad Chalabi

Al Jazira s'est particulièrement distinguée dans le cas de la Syrie.

Réédition d'un scénario éculé, le dispositif en vigueur à l'encontre de la Syrie a été identique à celui mis en place à propos de l'Irak, justifiant une fois de plus le constat de Pierre Bourdieu sur « la circulation circulaire de l'information », tant au Qatar, à travers Al Jazira, qu'en France, via le quotidien Libération.

Ainsi Ahmad Ibrahim Hilal, responsable de l'information sur la chaîne transfrontière qatariote, a agi depuis les combats de Syrie, il y a un an, en couple et en boucle avec son propre frère Anas Al Abda, proche du courant islamiste syrien et membre du CNT, au diapason du tandem parisien formé par Basma Kodmani, porte-parole du CNT et sa soeur Hala Kodmani, animatrice du cellule oppositionnelle syrienne à Paris et chargée de la chronique Syrie au quotidien français Libération dans une fâcheuse confusion des genres.

Ce dispositif a été amplifié en France au niveau arabophone par Radio Orient, la radio du chef de l'opposition libanaise, Saad Hariri, qui plus est partie prenante du conflit de Syrie. Du jamais vu dans les annales de la communication internationale qu'un chef de l'opposition d'un pays ami dispose d'une radio opérant depuis sa capitale

Copyright © El Correo

contre le propre gouvernement du pays supposé allié de la France.

Un tel dispositif a frappé de caducité le discours médiatique occidental, au même titre que le discours officiel syrien, en ce qu'il est obéré par « le syndrome Ahmad Chalabi » du nom de ce transfuge irakien qui avait alimenté la presse américaine des informations fallacieuses sur l'arsenal irakien, via sa nièce journaliste en poste dans l'une des principautés du golfe, implosant la crédibilité de l'employeur de la journaliste vedette du New York Times, Judith Miller, passée à la postérité comme étant « l'arme de destruction massive de la crédibilité du New York Times dans la guerre d'Irak ».

Pour une étude plus fouillée voir à ce propos :

http://www.renenaba.com/al-jazeera-...

Le média perd ainsi sa fonction initiale de véhicule d'information, d'un vecteur propagateur de nouvelles pour devenir un instrument de combat dévoyé pour la cause d'autrui. Sous l'apparence de l'indépendance et du professionnalisme, Al Jazira a épousé les oscillations de la diplomatie qatariote, d'abord enthousiaste à l'égard de l'élan populaire arabe, plus réservée lorsque les flammes de la contestation ont atteint les rivages pétro monarchiques. De prescripteur de l'ordre médiatique arabe, Al Jazira s'est mû en lanceur d'alerte des menées contre révolutionnaire arabe.

Signe d'un désaveu, sa couverture parcellaire du soulèvement arabe provoquera une cascade de démission au sein de l'équipe rédactionnelle, dont plusieurs vedettes de la chaine, notamment Ghassane Ben Jeddo, l'ancien directeur du bureau de Beyrouth de la chaine qatariote.

Le conditionnement de l'opinion

Outre Al Jazira et la chaine transfrontière saoudienne « Al Arabica », les deux coproducteurs de la dramaturgie de l'épopée de la bataille de Bab Amro (Homs) qui se devrait d'être « Le Stalingrad » de la bataille de Syrie, en février 2012, deux autres vecteurs ont joué un rôle majeur dans le conditionnement de l'opinion arabe et occidentale, la firme Quantum et MCC.

Emanation régionale depuis Doubaï de la firme publicitaire américaine de dimension internationale, Saatchi and Saatchi, Quantum passe pour avoir été le Maître d'oeuvre de la révolution colorée au Liban et des mots d'ordre sur le « désordre créateur » dans les autres pays arabes, alors que MCC du libanais pro haririen Jinah Hammoud, en tandem avec son compère le député faussement humanitariste Oukab Sakr, assumaient depuis la Turquie, la fonction de producteur de documentaires prêts à la diffusion au sein des grands médias de consensus.

Mention spéciale doit être réservée dans ce domaine à l'ancien journal de référence de la presse française, le journal *Le Monde*, dont l'un des plus gros pourvoyeurs d'information sur la Syrie, n'est autre qu'un ancien diplomate français en poste à Damas dans la décennie 1980, Boris Glassman, dont le pseudonyme, Ignace Leverrier, d'une grande limpidité, se fait par double référence à son patronyme (Glassman - Al Kazzaz) et, sans doute, au fondateur de la congrégation des pères jésuites, réputée pour son sens de la dissimulation. Cet ancien diplomate français s'est mû en propagateur officieux des thèses de l'opposition pro-islamiste, sous couvert d'expertise.

Combattre le discours disjonctif occidental et la confusion mentale arabe.

La bataille de Syrie n'est pas un combat de la démocratie contre une dictature, mais une combat biaisé de dictatures policées de vernis occidental contre une dictature basique tant il est vrai que « la propagande est à la démocratie ce que la violence est à la dictature » (Noam Chomsky).

La bataille de la démocratie en Syrie se gagnera par les patriotes Syriens, dans la clarté, et non par de mercenaires dévoyés, dans la dissimulation. Sinon la bataille ne se gagnera pas et la Syrie se perdra tant il est vrai que « La liberté d'information est un leurre, si l'information sur les faits n'est pas garantie et si ce n'est pas les faits eux-mêmes qui font l'objet du débat » (Hanna Arendt)

Le triomphe d'une Syrie laïque et démocratique suppose de combattre à la fois le discours disjonctif occidental et la confusion mentale arabe. Un discours disjonctif qui module les principes universels en fonction des intérêts immédiats des Occidentaux, qui consiste à combattre, par exemple, les Islamistes au Mali et à les soutenir en Syrie.

Une confusion mentale arabe, qui consiste à s'allier, par exemple, avec ses propres bourreaux pour un gain immédiat au risque d'accentuer sa propre servitude et compromettre son avenir.

Telles sont les règles de base du combat démocratique. Telle a été l'ambition que j'ai nourrie dans ma démonstration en formulant le voeu qu'un large front des forces démocratiques arabes se constitue pour mener le combat, nécessaire, de la démocratisation du Monde arabe, contre tous els autocrates arabes, les faussaires, les mystificateurs, les usurpateurs, tous les fossoyeurs de la cause nationale arabe.

Référence

1. Texte de l'intervention de René Naba à la Conférence Internationale sur la Syrie qui s'est tenue à Genève les 28 et 29 Janvier prochains, à l'initiative de l'Institut scandinave pour les Droits de l'Homme et de la Ligue syrienne pour les Droits de l'Homme. Près de trente-cinq formations politiques de l'opposition syrienne et une centaine de personnalités politiques européennes et arabes participeront à cette conférence dont l'objet est la « Promotion d'un Etat laïc et démocratique en Syrie ». Parmi les participants figuraient notamment deux opposants syriens de premier plan Haytham Mannah et Michel Kilo, l'économiste Aref Dalila, le journaliste Fayez Sarra, l'activiste jordanien Leith Choubeilat, Nader Farjani, Directeur du rapport sur le développement économique arabe, l'avocat français William Bourdon et le journaliste anglais Jonathan Steele (The Guardian), ainsi que des syndicalistes scandinaves.

- **René Naba** Animateur du blog www.renenaba.com, écrivain journaliste est l'auteur de « Media et démocratie : la captation de l'imaginaire, un enjeu du XXIe siècle », Golias, automne 2012

A propos de l'un des organisateurs de ce colloque, Haytham Mannah, à l'intention du lectorat arabophone pour aller plus loin, voir à ce propos : http://www.al-akhbar.com/node/175623 dont voici la substance en français : Haytham Mannah et ses compagnons de lutte, dissiper les illusions.

Haytham Mannah dispose de trois qualités qui l'habilitent à devenir une personnalité symbolique

- Un combattant de la première heure des Droits de l'Homme

- Un patriote syrien à l'attachement inébranlable envers son pays et à sa souverainneté malgré les pressions et sollicitations

- Un intellectuel proche du peuple

René Naba pour **En Point de Mire**

En Point de Mire. Paris, 5 février 2013.

---

[1] **Syllabus** : Liste des idées condamnées par le Pape Pie IX en 1864. Par analogie, l'ensemble des idées que l'idéologie dominante interdit d'exprimer.

[2] « **Analphabètes secondaires** », l'expression est de l'allemand Hans Magnus Eisenberger, auteur de « Médiocrité et Folie » Editions Gallimard 1991. Cf. à ce propos « Aux ordres du Nord, l'ordre de l'information » de Jacques Decornoy, dans le bimestriel du journal Le Monde « Manière de voir » N° 74 « Les 50 ans qui ont changé notre monde ».

Copyright © El Correo